

# AUX ORIGINES DE LA RÉSISTANCE VAROISE

## DANS LA BASSE VALLÉE DE L'ARGENS

Jean-Marie GUILLON

La basse vallée de l'Argens, entre Les Arcs et Fréjus – Saint-Raphaël, a joué un rôle précurseur dans la constitution d'organisations de Résistance dans la région. C'est en particulier à Fréjus et Saint-Raphaël que s'est constitué le tout premier pôle de l'activité clandestine départementale.

C'est cette histoire que nous allons essayer de retracer à partir des bribes que l'historien recueille comme l'archéologue collecte les tessons, conscient de l'étendue des lacunes de ses sources. Retracer l'histoire de ces débuts est donc difficile et non sans risques d'erreurs et d'injustice. Aussi les noms que nous allons citer ne doivent être considérés que comme des points de repères. Ils ne résument pas à eux seuls, quel que soit leur mérite, cette Résistance aux contours flous qui se met en place de 1940 à 1942.

Les premiers mois, de l'été 1940 à l'été 1941, sont en effet ceux d'une préhistoire de la Résistance qui est à inventer et à construire, avant de s'affirmer davantage en 1942.

### Premiers gestes

C'est à Saint-Raphaël, le 25 juin 1940, que l'on trouve les premières traces de contre-propagande dans le Var : deux papillons manuscrits appellent à écouter la radio anglaise « *pour être fixé sur les conditions de l'armistice* », celles-ci venant d'entrer en application le matin même<sup>1</sup>. « Être fixé », l'expression est en apparence neutre, mais en réalité c'est un appel à ouvrir les yeux sur une situation que l'auteur de ces papillons juge révoltante. D'ailleurs, ils sont accompagnés d'une inscription à la craie : « A bas Pétain ». C'est la preuve que les appels (car il y en a plusieurs) lancés au micro de la BBC par le général de Gaulle entre le 18 et le 27 juin ont un écho moins négligeable qu'on ne le croit souvent. Il est vrai que la presse régionale a rendu compte du premier, celui du 18 juin. Quelques jours après

REPUBLIQUE FRANCAISE  
 \_\_\_\_\_  
 MINISTERE DE L'INTERIEUR  
 \_\_\_\_\_  
 SURETE NATIONALE  
 \_\_\_\_\_  
 COMMISSARIAT DE POLICE  
 DE SAINT-RAPHAEL  
 \_\_\_\_\_  
 N° 2385

Saint Raphaël, le 26 juin 1940

à le commissaire de police  
 Monsieur le Préfet du Var , Cabinet ,

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit :

Dans la journée du 25 on a trouvé sur la chaussée du Boulevard Félix Martin , deux papillons portant la mention manuscrite suivante :

" Ecoutez et faites écouter les postes de la Radio Anglaise  
 " Vous serez fixés sur les conditions de l' Armistice ...

Le même jour on a trouvé sur la devanture fermée de la Réserve une inscription à la craie "A bas Pétain"

Nous avons aussitôt fait effacer cette inscription et nous avons ouvert une enquête pour découvrir l'auteur des papillons trouvés sur la voie publique.

le commissaire de police

**Résistance à Saint-Raphaël, le 25 juin 1940**

<sup>1</sup> Archives départementales du Var, 1 W 79. L'armistice avec les Allemands a été signé le 22 juin, mais n'entre en vigueur qu'après la signature de l'armistice avec l'Italie, qui a été signé le 24.



#### Hommage à Henry Sénès, “l’un des 80 ”

l'attitude des parlementaires locaux – Henri Sénès, député-maire socialiste du Muy, président du conseil général, Joseph Collomb, député-maire socialiste de Draguignan, René Renoult, sénateur radical-socialiste, ancien garde des Sceaux, qui avait hérité du siège de Clemenceau (et qui a une résidence à Saint-Raphaël) – de refuser, avec un autre de leurs collègues varois<sup>2</sup>, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet, n'est pas passée inaperçue. Mais l'été 1940 est un moment d'attente (alors que l'on est sans nouvelles des milliers d'hommes prisonniers), d'anxiété (pour le sort du pays et des populations passées sous la domination de l'occupant), de confusion (à la suite de Mers-El-Kébir<sup>3</sup>), d'illusion (sur une paix proche et un retour à la normale) et de peur dont le régime du maréchal profite.

Avec l'automne 1940, les choses commencent à se clarifier sur le plan extérieur. Le Royaume-Uni tient toujours, bien que seul, et la collaboration est unanimement rejetée. L'Allemagne est l'ennemie et les Anglais sont plutôt populaires, surtout sur un littoral qu'ils fréquentent depuis longtemps. Des tracts commencent à circuler à partir d'octobre, souvent diffusés via la poste ou par recopiage. Le premier texte, daté du 5 octobre, provient sans doute de Londres et appelle au soutien du Royaume-Uni et de la “Légion de Gaulle” ; il circule sur tout le littoral, en particulier à Fréjus fin octobre–début novembre. Un assureur de Fréjus-Plage est dénoncé par un de ses locataires pour avoir recopié ce texte afin de le distribuer parmi les militaires. La police qui probablement ne fait pas preuve de zèle, clôt l'enquête mais signale que le « recrutement gaulliste » paraît facile parmi les soldats, ce qui est exagéré<sup>4</sup>. Peu après, toujours à Fréjus, Élisabeth Rigaud et les époux Florens sont interpellés pour avoir diffusé ces mêmes tracts. La façon dont cela se passe est significative de ces prémisses, faits de petits gestes, sans trop de précautions : Florens a récupéré ce tract au jeu de boules, l'a montré à sa femme qui, elle, l'a montré à Élisabeth Rigaud ; celle-ci, de sensibilité socialiste comme son mari, l'a dactylographié en plusieurs exemplaires, en a donné un au facteur qui l'a porté au bureau de poste où il a été vu par un agent de police, d'où, cette fois-ci, une enquête qui aboutit à des poursuites et à la condamnation des protagonistes à 50 F d'amende par le tribunal correctionnel de Draguignan le 12 mars 1941<sup>5</sup>. Il y a donc déjà dans le secteur tout un milieu qui ne se laisse pas prendre à la propagande du régime, est favorable aux Britanniques et au général de Gaulle. C'est dans ce terreau que s'organisent les premiers groupes de résistants.

2 Plus Zunino, député-maire de La Garde, soit quatre parlementaires sur les six présents à Vichy le 10 juillet, ce qui fait du Var un des départements les plus rétifs à la création de l'État français, comme on appelle désormais le régime autoritaire et nationaliste qui vient de supprimer la République.

3 La destruction de l'essentiel de la flotte française de Méditerranée, le 3 juillet, par la flotte britannique et la mort de 1 295 marins.

4 Archives départementales du Var, 1 W 79, lettre du préfet des Alpes-Maritimes du 15 novembre, enquête du 26 novembre.

5 Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 3 W 141 : les trois condamnés sont rejugés en appel à Aix le 6 mai 1941.

## Naissance du MLN (Mouvement de libération nationale)

Le premier noyau de résistance apparaît à l'initiative de quelques officiers qui refusent la défaite et que le capitaine Henri Frenay a convaincu de participer au mouvement dont il a jeté les bases chez sa mère, à Sainte-Maxime : le Mouvement de libération nationale (MLN). Les camps de Fréjus sont avec les casernes de Marseille – où il est affecté – ses premiers lieux de recrutement et le « manifeste » qu'il a commencé à rédiger à Sainte-Maxime circule dans la région jusqu'au printemps 1941, texte fondamental qui expose la ligne qu'il entend suivre et jette les bases de son organisation<sup>6</sup>.



Journal *Combat*, août 1942<sup>7</sup>

6 Archives départementales du Var, 1 W 79. Ce texte, qui est encore « maréchaliste » tout en dénonçant la collaboration et en critiquant le régime, est significatif de cette première résistance. Il est transmis au préfet du Var le 21 mai 1941 par le très pétainiste maire nommé de Sainte-Maxime, président de secteur de la Légion française des combattants.

7 *Ibid.*

Le premier billet de 1 000 francs que Frenay reçoit pour financer son organisation lui est donné par le commandant Teulières. Teulières est, avec le capitaine Blouch<sup>8</sup>, le premier responsable local du MLN. Dès le début septembre 1940, Blouch a pris contact avec André Ruelle, chef de district à la SNCF. Le recrutement des militaires s'étant vite tari, Ruelle devient assez vite le responsable de l'organisation en remplacement de Teulières parti en Indochine. Dès novembre, les premiers groupes de six (les sizaines) sont en place. Pour plusieurs mois, la région de Fréjus–Saint-Raphaël est considérée par Frenay et son adjoint, le lieutenant Maurice Chevance alias *Bertin*, qui prend la direction de la région de Marseille, comme un secteur modèle. Dans les souvenirs qu'il a publiés il y a une dizaine d'années, André Ruelle alias *LN* (ou *Ellen* ou *Hélène*) a décrit l'action modeste, mais exemplaire par sa précocité, qui était alors menée : diffusion de tracts, puis, en 1941, du journal *Les Petites Ailes*, (puis *Vérités* et enfin *Combat*), renseignement, action contre les commerçants collaborateurs et les films de propagande, lacération d'affiches et même petits sabotages sur les trains, puisque Ruelle s'est assuré de complicités parmi les cheminots. Cet ancien combattant de 1914-1918, militant démocrate-chrétien (adhérent à "Jeune République" et aux "Amis de Temps Présent"<sup>9</sup>) étend surtout l'organisation dans le milieu qui est le sien, dans une classe moyenne politiquement modérée, mais aussi, et de plus en plus, dans le milieu républicain laïque.

Alors que l'écoute de la BBC se généralise et que des liens se nouent entre localités du secteur, Ruelle peut étendre son action. Il a désormais la responsabilité de l'organisation clandestine entre Antibes et Draguignan. L'une de ses boîtes aux lettres reste le kiosque à journaux de la gare de Saint-Raphaël tenu par Suzanne Collet, recrutée dès le début. Il est en contact avec Claude Bourdet, qui a rejoint Frenay en mai 1941 et est devenu responsable MLN des Alpes-Maritimes.

Cette activité ne passe pas inaperçue. À plusieurs reprises, à partir de novembre 1940, la police s'en inquiète, mais les enquêtes, menées dans les camps militaires ou dans les communes, sont vaines. Il est vrai que certains policiers sont favorables à une action qui mêle anglophilie, gaullisme et parfois « maréchalisme ». D'ailleurs, Frenay, ne s'étant pas encore rallié au général de Gaulle, conseille la prudence à ses recrues qui, elles, bien souvent, sont spontanément gaullistes. Cependant, à cause d'un sous-officier qui s'est infiltré dans une sizaine, une partie de l'organisation du MLN local est dévoilée à la fin de janvier 1941. Cette sizaine est dirigée par un personnage curieux, Suzanne Ketels, une Américaine férue d'astrologie, ce qui la fait considérer comme « illuminée ». Cependant sa correspondance (surveillée) révèle qu'elle est moins fantaisiste qu'il ne semble. On voit, par exemple, qu'elle connaît le livre du général de Gaulle *La France et son armée*, ce qui n'est pas si fréquent à l'époque. Elle a regroupé autour d'elle un groupe hétérogène comprenant, entre autres, une Anglaise et un abbé alsacien. Le groupe ne fait pas qu'écouter la BBC, il s'occupe aussi de recrutement, de renseignement et de passages de militaires en Espagne. Probablement grâce à des complicités locales, l'affaire ne va pas très loin. Cependant Suzanne Ketels, expulsée le 14 juillet 1941, quitte la France effectivement à l'automne suivant avec son mari, un Français responsable d'une association d'artisans.

Dans le petit milieu résistant local, beaucoup se connaissent et gravitent autour du MLN naissant. Jusqu'en 1942 au moins, les organisations clandestines ne sont guère individualisées et le cloisonnement est relatif. C'est autour des mêmes personnes que les réseaux de renseignements recrutent. Ces réseaux, liés aux services britanniques, sont l'une des caractéristiques de la Résistance du secteur.

---

8 Noël-Marie Blouch, officier d'infanterie coloniale, rejoindra plus tard les maquis de l'Ardèche et combattrait avec les Francs-Tireurs et Partisans (FTP).

9 Jeune République est le parti chrétien de gauche créé par Marc Sangnier ; *Temps Présent* est une revue lyonnaise, animée par Stanislas Fumet. Le général de Gaulle est un de ses lecteurs.

## Diversification de la Résistance naissante



**Pierre-Jean Herbinger**

Le premier de ces réseaux est créé par Jean Herbinger, autre personnage important de la Résistance locale et nationale. Aviateur, blessé durant la Grande Guerre, Herbinger est le directeur des mines de spath-fluor du Garrot. En voyage au Portugal et en Espagne au moment de la défaite, il en revient quelques mois après pour monter un réseau de renseignement à la demande de l'Intelligence Service avec laquelle il est entré en contact à Lisbonne. Ce réseau qui s'appellera d'abord *Dumas* puis *Nilo* et enfin *Mithridate*, est l'un des plus précoces de la zone sud. Herbinger, aidé par son adjoint à la mine, l'ingénieur Marius Gibelin, fils du maire de Bagnols, va lui faire prendre une extension remarquable en l'étendant peu à peu dans la région, puis dans l'ensemble du pays. Localement, il peut compter sur ses amis du MLN qui lui fournissent des renseignements, notamment Georges Dewaele, mécanicien à Valescure, qui devient le responsable

local du réseau, et sur le commissaire de police qui est d'origine alsacienne. Herbinger dispose d'émetteurs radio dès 1941. Il recrute un opérateur radio, Rogatien Gautier, en juillet. Celui-ci émet à partir de sa maison, la villa Dominique, puis chez un couple âgé, les Thibault, avant de s'installer villa Petit Trianon, avenue des Anglais. Il a fait recruter un Alsacien, engagé dans l'infanterie coloniale, André Aalberg, dont il fait connaissance à la prison de Dakar où ils étaient enfermés pour avoir tenté de rejoindre la France libre. Aalberg devient le second d'Herbinger. Vu l'importance prise par le réseau, celui-ci quittera Saint-Raphaël en juin 1942.

Cette activité ne résume pas toute la Résistance locale des premiers temps. Dans le courant de l'année 1941, l'opposition au régime ne cesse de croître et se manifeste de façons diverses. De nombreux V sont tracés à la craie ou au charbon de bois à la demande de la BBC, en particulier en mars-avril 1941. À Saint-Raphaël, au début avril, les gendarmes découvrent non seulement des V et des Croix de Lorraine, mais aussi une inscription « Vive de Gaulle, celui qui l'effacera est un traître » et le 22 du même mois, à Anthéor, sur la route, un grand « Vive de Gaulle » à la peinture blanche accompagné d'un « Hitler et Mussolini sont des cons ». Le mois suivant, c'est à Fréjus où l'on signale un regain de la propagande gaulliste, que l'on découvre un billet de 5 francs avec « *Dans toute la France, la radio est aux mains de la Gestapo* ». Le 25 mai, à Saint-Raphaël, des tracts appellent à manifester le 27, à 19 heures, au pied de la statue de Gallieni. La manifestation n'a pas lieu, mais c'est une première tentative. La BBC n'appelle pas encore à manifester le 14 juillet, cependant, dans la nuit, la police intercepte le socialiste René Coeylas en train de coller des papillons. Arrivé dans la localité en octobre 1940, et dénoncé dès décembre pour son activité, Coeylas, ancien membre de la direction de la SFIO et ami de Vincent Auriol qu'il avait assisté au ministère des Finances en 1936, fait partie d'un petit groupe de militants ralliés au gaullisme. On y trouve notamment le journaliste François Crucy, ancien chef du service de presse de Léon Blum, lui aussi surveillé par la police, et Jean Charlot<sup>10</sup>, ancien secrétaire fédéral de la SFIO et conseiller d'arrondissement, qui va participer aussi bien aux activités de plusieurs réseaux qu'à celle des mouvements naissants (le mouvement Libération en particulier).

10 Sur ces militants, voir leurs notices biographiques dans le *Dictionnaire du mouvement social*, le Maitron, accessible en ligne ([maitron.fr](http://maitron.fr)). Quant aux indications sur ces divers gestes de Résistance, elles proviennent des Archives départementales du Var, 1 W 79.

De leur côté, les communistes, longtemps coupés de la direction régionale clandestine, restent isolés, même si des contacts épisodiques se nouent avec les Alpes-Maritimes. Les communistes français ne se réorganiseront pas avant 1942. En revanche, les communistes italiens peuvent renouer au printemps 1941 lorsque Giuliano Pajetta, ancien commissaire politique aux Brigades internationales, s'évade sur ordre de son parti du camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, où il était interné. Sa mission est de reconstituer le PCI (parti communiste italien) dans le Var. Basé à Saint-Tropez et Toulon, il prend contact avec les antifascistes du département et crée quelques groupes sur la côte et à Draguignan. L'un de ces groupes est constitué à Saint-Raphaël autour de Roger Landini et de sa famille<sup>11</sup>. Mais l'heure n'est pas encore à l'action. Il faut attendre le 1<sup>er</sup> mai 1942 : ces militants déposent dans la nuit une gerbe au monument aux morts et ceignent la statue du monument d'une banderole où est inscrit « Hommage aux patriotes assassinés ».

## Répression et réorganisation

Tout en s'enfonçant dans la collaboration, le régime du maréchal Pétain, autoritaire, xénophobe et antisémite, s'appuie sur les nationalistes locaux qui tiennent leur revanche politique. Après les administrations, les municipalités, le plus souvent socialistes ou socialisantes, du secteur sont « épurées », les communistes surveillés ou internés, les franc-maçons stigmatisés et exclus de certaines professions, les juifs mis au ban de la société. Devant la progression des mouvements de résistance, la répression s'aggrave. Le MLN devenu mouvement Combat la subit de plein fouet. André Ruelle est arrêté à Flayosc le 22 décembre 1941 alors qu'il vient de consolider l'organisation dans la région dracénoise en la confiant à Georges Cisson (qui sera une des grandes figures de la Résistance varoise). Avec lui, sont emprisonnés un « courrier » des Alpes-Maritimes et Hyppolite Fabre, ancien combattant, commerçant en postes de radio de Fréjus-Plage, qui recevait les colis de feuilles clandestines venues de Marseille. Le tract « Vers le déshonneur et la servitude » venait d'arriver. Maltraités par la police niçoise, les deux hommes sont enfermés dans les cellules de la prison Saint-Roch à Toulon, puis transférés dans l'infâme Fort Saint-Nicolas à Marseille jusqu'à leur jugement par le tribunal militaire le 29 avril 1942. Condamnés à cinq et quatre mois de prison avec sursis, ils sont libérés le 4 mai, mais, dès le 5, soumis à perquisition et gardés à vue quelques heures. Licencié par la SNCF, Ruelle perd son travail et vivote difficilement, avant que les résistants de la SNCF ne le fassent réintégrer à Orange (Vaucluse). Ruelle et Fabre continueront à résister.

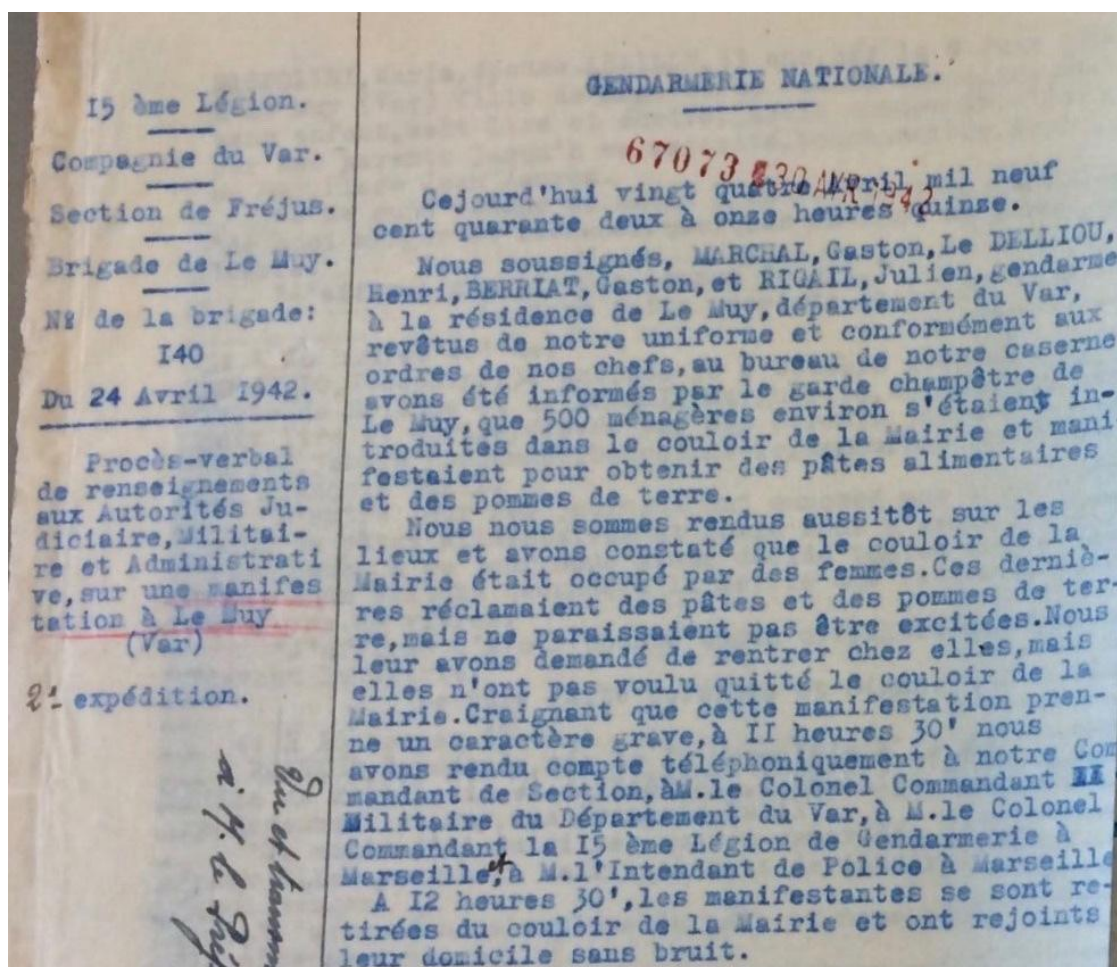
Le mouvement Combat a pu s'étendre dans la région toulonnaise en se greffant sur le groupe formé par Robert Blum. Cet industriel alsacien, lieutenant-colonel de réserve, replié à Toulon, est investi de la responsabilité départementale du mouvement. Il confie à Albert Textoris des Arcs, négociant en vins, le soin de le diriger dans l'arrondissement de Draguignan. Franc-maçon et socialiste, Textoris s'appuie sur les militants qu'il connaît, en particulier aux Arcs, le jeune Édouard Soldani et le colonel Fourrier, commandant du 10<sup>e</sup> régiment d'artillerie coloniale de Draguignan, franc-maçon, que le gouvernement vient de mettre à la retraite. Le canton de Fréjus est dévolu à Albert Pierrugues, inspecteur de police, autre franc-maçon que Vichy vient de révoquer et qui, comme Ruelle, habite à Saint-Raphaël et possède des racines à Flayosc. Il est chargé d'organiser l'Armée secrète (AS) de Combat dans le secteur et nomme un responsable dans chaque localité. Alfred Perrin qui appartient à la même mouvance politique et philosophique, est désigné pour Roquebrune. Entrepreneur de maçonnerie, militant du cercle Jean Jaurès, ce père de famille – il a deux enfants – de presque 40 ans est

---

11 Giuliano Pajetta a raconté ces premiers pas dans la clandestinité dans un témoignage remarquable par sa sincérité (*Douce France*, Rome 1956). En dépit de son titre, l'ouvrage est en italien et, malheureusement, n'a jamais été traduit.

représentatif des cadres que la Résistance locale met alors en place pour rassembler les hommes dont elle aura besoin lorsque les événements militaires que l'on espère proches le nécessiteront. À Fréjus, c'est autour de l'assureur Henri Giraud que le groupe s'organise<sup>12</sup>. De son côté, Eugène Martin, employé des contributions directes à Fréjus, est nommé chef départemental adjoint de Combat dans les Alpes-Maritimes et Clément Roux, commandant de réserve, qui se partage entre Saint-Raphaël et Mons, est un de ceux qui étendent l'organisation au secteur de Fayence où il prend contact, entre autres, avec Pierre Pigault, adjudant-chef de l'armée de l'air, futur responsable des parachutages dans le secteur, et avec Camille Laroute, officier de réserve, chargés tous deux de constituer des groupes de l'AS.

## Manifestations de rues



Manifestation de ménagères au Muy

Le régime de Vichy a supprimé les libertés. Il est interdit de manifester dans la rue. Or, signe que l'opinion change, ce sont des femmes qui rompent cette interdiction. La raison en est l'insuffisance, voire l'absence, de denrées sur les marchés<sup>13</sup>. Les premières manifestations de ménagères ont lieu à Saint-Raphaël en juillet 1941. Le 4, une cinquantaine de femmes se groupent devant la mairie aux cris de « A manger ! ». Elles sont une centaine quelques jours après. Mais, c'est avec le très rude hiver 1941-1942, que ces manifestations de femmes

12 Il réunit ses chefs de sizaine au café des Sports, avec entre autres Albert Destelle, conducteur de travaux du Génie, membre du réseau Mithridate qui suscite le groupe de Résistance de La Motte.

13 Toutes les informations proviennent des dossiers des archives départementales du Var, notamment 1 W 26 à 28 et 13 M 38.

prennent une ampleur significative et touchent de nombreuses localités dans une région aux maigres ressources agricoles. En janvier et février, c'est encore Saint-Raphaël qui ouvre la série dans le secteur, car il n'y avait rien sur le marché et l'on manque de tout, y compris de poisson et de vin (réquisitionné vers l'Allemagne). Le 11 février, c'est au tour d'une trentaine d'ouvrières des bouchonneries de Puget-sur-Argens de se rassembler devant la mairie, vers 11 h 30. La situation des mères de familles nombreuses, très présentes dans ces manifestations, est dramatique. Ces protestations se prolongent avec le printemps car la pénurie de légumes demeure. Le 24 avril 1942, plusieurs centaines de femmes, surtout des ouvrières bouchonnières, manifestent à 11 heures devant la mairie du Muy. Le 4 juin, une soixantaine de personnes sont sur la place de la mairie de Fréjus car, depuis le 23 mai, elles n'ont reçu aucun légume frais. La délégation qui va se plaindre au maire est composée de femmes de militaires et de réfugiées. Ces manifestations, implicitement, mettent en question la politique de collaboration car chacun sait que, si pénurie il y a, la raison principale en est la livraison de denrées à l'Allemagne. Même si ces manifestations sont spontanées, elles sont encouragées par les résistants du secteur.

Ceux-ci n'hésitent pas à se faire entendre à l'occasion des principales journées commémoratives, et d'abord, pour la fête nationale, la fête de la République, le 14 juillet 1942. Ce jour-là, répondant à l'appel de Londres et des organisations de Résistance intérieure (Combat et Libération ici), des rassemblements patriotiques ont lieu dans plusieurs localités du Var. Aux Arcs, Textoris et Soldani sont à la tête d'une manifestation qui rassemble une partie de la population. En revanche, celle-ci est bien plus réduite à Saint-Raphaël, à 19 heures au monument aux morts et sur la place de la République, mais l'on remarque, entonnant *La Marseillaise*, Jean Charlot et Maître Fournier, le maire éliminé par Vichy. Mais, pour le 11 novembre suivant, Textoris a confié le soin d'organiser la commémoration au groupe des jeunes dirigé par Jouvét, Gabriel Osée et Eugène Martin. Malgré l'approche des troupes d'occupation, elle réunit 500 Raphaélois à midi devant le monument aux morts où Eugène Martin dépose une gerbe.

## Liaisons maritimes clandestines

Au même moment, les réseaux britanniques ont étendu leur influence, toujours en bénéficiant de l'aide de résistants membres par ailleurs de Combat ou de Libération. Faire du renseignement pour les Alliés est pour eux une autre façon d'agir. C'est le cas pour Pierrugues, embauché dans l'entreprise Traversa après sa révocation, pour Charlot qui vient de bénéficier d'un non-lieu pour distribution de tracts gaullistes, pour Maurice Sembat qui travaille dans un laboratoire d'analyse, pour Jules Gohman, propriétaire du garage Ford de Fréjus-Plage, membre du MLN dès sa création, ou pour Georges Dewaele déjà cité pour nous en tenir à quelques noms notoires. À côté des réseaux Mithridate, F2, Jade qui relèvent de l'*Intelligence Service*, un nouveau réseau prend une extension réelle sur le littoral en 1942. Il s'agit du réseau *Carte* créé à Antibes par le peintre André Girard dont l'alias est *Carte*. L'importance de cette organisation (qui n'est pas gaulliste) tient à l'appui que le SOE (*Special Operations Executive*), lui apporte. Le SOE est une organisation britannique créée à l'initiative de Churchill pour appuyer les résistances européennes. Il envoie partout en France des agents chargés de constituer des groupes d'action. Ces agents sont débarqués (ou rembarqués) grâce à des liaisons maritimes clandestines qui sont assurées par des sous-marins ou, en particulier sur le littoral provençal, par des felouques dont l'équipage est polonais. Elles commencent en janvier 1942. Les principaux lieux de contact se trouvent dans les environs de Cannes-Antibes et dans les calanques de Cassis, mais, à plusieurs reprises les calanques entre Le Trayas et Agay, notamment la calanque d'Aurette, servent pour ces opérations. Plusieurs résidents apportent leur aide, entre autres, Paul Labbe, grand mutilé,

dont le port privé et les bateaux servent aux embarquements, Marie-Louise Robinson et Germaine Sablon<sup>14</sup> qui accueillent à Camp-Long les candidats au départ et font le guet, Marceau Sciaguato qui les transporte. L'opération la plus importante – *Watchman* – a lieu au début septembre avec l'embarquement de diverses personnalités, dont le major Boddington, l'un des chefs du SOE venu en inspection en France, le général polonais Kleeberg, organisateur de filières d'évasion, André Gillois qui allait fonder Radio-Patrie en Angleterre (radio concurrente de celle de la France libre...).

Manifestations, organisations clandestines, premières tentatives d'attentats à l'explosif (ici à Boulouris le 12 octobre par le groupe Landini passé aux Francs-Tireurs et Partisans), en cet automne 1942, la Résistance dans notre région, comme ailleurs en France, prend une dimension nouvelle alors que la guerre s'étend et que l'occupation totale du pays se profile.

## Nota

Parmi les résistants que nous avons cités, Georges Cisson sera fusillé à Signes le 18 juillet 1944 avec 28 autres résistants ; André Aalberg, arrêté à Clermont-Ferrand par les Allemands, mourra le 15 octobre 1943 des suites des tortures subies et Pierre-Jean Herbinger, déjà condamné par Vichy, à 5 ans de prison, sera arrêté à Paris par les Allemands en mai 1944, grièvement blessé, torturé, finalement libéré par des résistants belges en cours de transfert en déportation ; Robert Blum et Alfred Perrin mourront, le premier à Auschwitz, le second à Bergen-Belsen ; Albert Textoris sera emprisonné par les Italiens et les Allemands jusqu'à la Libération ; Roger Landini, son père et ses camarades Oscar Marrucci, Joseph Zurru et Jean Carrara seront arrêtés par les Italiens, souvent torturés et internés jusqu'en septembre ou octobre 1943, tout comme Marius Gibelin, Jules Gohman et Eugène Martin ; Carrara, devenu maquisard, mourra près de Castellane alors que ses amis tentaient de le délivrer des mains des Allemands ; René Renoult, René Coeylas et Jean Charlot seront arrêtés par la "Gestapo", Claude Bourdet sera déporté

## Bibliographie

Outre les mémoires d'Henri Frenay (*La nuit finira*, Robert Laffont, 1973), Claude Bourdet (*L'aventure incertaine*, Stock, 1975) et Maurice Chevance-Bertin (*Vingt mille heures d'angoisse*, Robert Laffont, 1990), l'ouvrage essentiel sur la naissance de Combat dans la région est celui d'André Ruelle : *Et le soleil se leva*, Flayosc, 1979. Pour le réseau *Mithridate*, Rogatien Gautier et Jacqueline Fournier, *Agent Number One. Réseau Mithridate 1940-1945*, France-Empire, 2003.

Sur le réseau *Carte* et les liaisons maritimes clandestines, Thomas Rabino, *Le réseau Carte*, Perrin, 2008 et Sir Brooks Richard, *Flottilles secrètes, les liaisons maritimes en France et Afrique du Nord, 1940-1944*, Mdv Eds, 2006.

Pour une vue plus globale sur la Résistance, Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var*, thèse d'État, Université Aix-Marseille I, 1989 (en ligne sur [var39-45.fr](http://var39-45.fr)) et *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, coll. Bouquins, rééd. 2022, sous la direction de François Marcot et alii.

\* \* \*

---

14 Voir la note de lecture très bien documentée d'Hubert Benoist sur « Germaine Sablon et Joseph Kessel en résistance. De Saint-Raphaël à Londres », *Bulletin de la Société d'histoire de Fréjus et de sa région*, 2021, 22, p. 99-107.

# Un appel du général de Gaulle

Le général Charles de Gaulle, qui était sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale dans le dernier ministère Paul Reynaud, est actuellement en Angleterre, d'où il a adressé la nuit dernière, à la radio, sur les antennes de la British Broadcasting Corporation, l'appel suivant :

Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions pourrait cesser le combat. Il a déclaré que si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France, la lutte devrait continuer.

Certes nous avons été nettement submergés par les forces mécaniques, terrestres et aériennes de l'ennemi.

Infinitement plus que leur nombre ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer ; ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs. Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non.

L'homme qui vous parle le fait en toute connaissance de cause. Croyez-moi, quand je vous dis que rien n'est perdu pour la France.

Les moyens qui nous ont vaincus peuvent nous donner un jour la victoire car la France n'est pas seule. Elle a derrière elle l'Empire britannique qui tient encore et qui continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limite l'immense industrie des Etats-Unis. Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale.

Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a dans l'univers tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis.

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans armes ; j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes français des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres.

L'appel du 18 juin

La République du Var, 19 juin 1940